



2026_07_01

Affiché et mis en ligne le 4.09.2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 31 août 2026**

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

Délibération n°1 : Détermination du nombre d'adjoints

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la démission de Mme Pauline Bardoulat, 4ème adjointe, confirmée par courrier de la Préfecture de Charente en date du 19/08/2026

Considérant que le conseil municipal peut librement déterminer le nombre d'adjoints appelés à siéger ;

Considérant cependant que ce nombre ne peut pas excéder 30% de l'effectif légal du conseil municipal ;

Considérant que ce pourcentage donne pour la commune un effectif maximum de huit adjoints.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le maire,

Le conseil municipal décide, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres, le maintien de huit postes d'adjoints au maire.

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_01-DE
Reçu le 01/09/2026



Le Conseil Municipal décide que le poste d'adjoint sera ouvert en 4ème rang laissé vacant

Vote à la majorité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 29

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérécours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

**Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : Sébastien RIVIÈRE**



AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_02-DE
Reçu le 01/09/2026



2026_07_02

Affiché et mis en ligne le... 4/09/2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 31 août 2026
L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,**

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

Délibération n°2 : élection d'une nouvelle adjointe

Vu le code Général des collectivités Territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2113-1 et L 2122-7-2 ;

Vu la vacance d'un poste d'adjointe ;

Vu les délibérations 2026_07_01 ;

Est candidate : MARQUAIS CACITTI LAETITIA

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Premier tour de scrutin

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_02-DE
Reçu le 01/09/2026



Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 29 vingt-neuf

À déduire

- Bulletins blancs (ou ne contenant pas une désignation suffisante) : 8

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés : 21 dix-huit

Majorité absolue : 11

A obtenu :

- Candidate : MARQUAIS CACITTI LAETITIA 21 (vingt une) voix

La candidate MARQUAIS CACITTI LAETITIA ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée adjoint au maire en charge de la communication et de la culture

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérécours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août juin 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_07_03

Affiché et mis en ligne le 4.09.2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 31 août 2026**

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

Délibération n°3 : Subvention écoles de la commune au « voyage lecture »

Rapport de Monsieur le Maire

La médiathèque de la commune propose un projet rallye lecture, intitulé « voyage lecture » sur le thème « Hissez-Haut ! »

Ce projet est composé d'une sélection de 8 livres présentée dans l'année aux enfants par une médiathécaire.

Les enfants choisiront leur livre favori à l'issue de ces lectures et devront le présenter soit en réalisant une création plastique qui sera exposée à la médiathèque, soit en participant au spectacle de fin d'année scolaire avec les autres classes du voyage lecture en présence des parents à La Rochefoucauld-en-Angoumois (pièce de théâtre, mise en scène...)

La médiathèque, a proposé aux trois écoles de la commune d'y participer. Pour se faire, les écoles et classes qui souhaitent y participer, devront acheter les livres qui se

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_03-DE
Reçu le 04/09/2026



regroupent en quatre packs : un pack à 102.65€, un pack à 132.70€, un pack à 134.50€ et un pack à 150.95€

En conséquence, Monsieur le Maire, propose à l'assemblée :

- d'accorder une subvention de 50% par pack, soit dans la limite de 51.32€ pour le premier pack, de 66.35€ pour le deuxième pack, de 67.25€ pour le troisième pack et de 75.47 € pour le quatrième pack ; à l'ensemble des trois écoles de la commune.
La subvention sera accordée sous forme de remboursement une fois la facture acquittée par les écoles.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, d'appliquer ce dispositif

Vote à l'unanimité
Contre : 0
Abstention : 0
Pour : 29

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_07_04

Affiché et mis en ligne le... 4/09/2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 31 août 2026**

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

Délibération n°4 : Création de poste catégorie B

Conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu qu'un agent de la commune a fait l'objet d'une inscription sur la liste d'aptitude au grade d'accès de rédacteur principal de 2nde classe au titre de la promotion interne.

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi de rédacteur principal de 2nde classe à temps complet pour occuper le poste de gestionnaire des Ressources Humaines à compter du 15 septembre 2026,

Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie B de la filière administrative, au grade de rédacteur principal de 2nde classe

S'il ne peut être pourvu par un fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent non titulaire dont les fonctions relèveront de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article L. 332-14 du Code Général de la fonction publique



La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade de rédacteur principal de 2nde classe.

Vu le Code Général de la fonction publique modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles L. 313-1 et 332-14,

Vu le tableau des emplois,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la création d'un poste de rédacteur principal de 2nde classe à temps complet à compter du 15 septembre 2026

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes dispositions pour l'application conforme de la présente délibération,

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget.

ADOpte le tableau des effectifs actualisé tel que présenté ci-dessous :

Filières	Grades	Catégories hiérarchiques	Temps de travail	Ancien Effectif	Nouvel effectif
Filière administrative	Attaché principal	A	35h00	1	1
	Attaché	A	35h00	1	1
	Rédacteur principal de 2 nd e classe	B	35h00	0	1
	Rédacteur Territorial	B	35h00	1	1
	Adjoint Administratif Territorial Principal de 1 ^{ère} classe	C	35h00	6	6
	Adjoint Administratif Territorial Principal de 2 ^{ème} classe	C	35h00	3	3
	Adjoint Administratif Territorial	C	35h00	5	5
Filière animation	Adjoint Territorial d'animation	C	7h88	1	1
	Adjoint Territorial d'animation	C	10h	1	1

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_04-DE
Reçu le 04/09/2026



Filière Médico-sociale	ATSEM principal de 1 ^{ère} classe	C	35h00	3	3
	ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	C	35h00	2	2
	ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	C	30h00	1	1
Filière Culturelle	Adjoint territorial du patrimoine principal de 1 ^{ère} classe	C	35h00	2	2
	Adjoint territorial du patrimoine	C	35h00	1	1
Filière Technique	Technicien Principal de 1 ^{ère} classe	B	35h00	1	1
	Technicien Principal de 2 ^{ème} classe	B	35h00	1	1
	Agent maîtrise principal	C	35h00	2	2
	Agent maîtrise	C	35h00	4	4
	Adjoint Technique principal de 1 ^{ère} classe	C	35h00	6	6
	Adjoint Technique principal de 1 ^{ère} classe	C	32h50	2	2
	Adjoint Technique principal de 2 ^{ème} classe	C	35h00	5	5
	Adjoint Technique principal de 2 ^{ème} classe	C	30h00	1	1
	Adjoint Technique	C	28h00	1	1

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_04-DE
Reçu le 04/09/2026



	principal de 2 ^{ème} classe				
	Adjoint Technique Territorial	C	35h00	12	12
	Adjoint Technique Territorial	C	33h00	1	1
	Adjoint Technique Territorial	C	26h00	2	2
	Adjoint Technique Territorial	C	17h00	1	1
	Adjoint Technique Territorial	C	14h00	1	1

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 29

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Téléréours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_07_05

Affiché et mis en ligne le... 4/09/2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)**

Séance du 31 août 2026

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

**Délibération n°5 : Fixation des plafonds de prise en charge du CPF -
Compte Personnel de Formation**

Vu le code Général des collectivités Territoriales,

Vu la délibération 2022-03-02

Le Maire expose :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, et notamment son article 44 ;



Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 modifié relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie, notamment son article 9 ;

Vu les avis du comité technique en date du 17 mars 2022, et du 24 juin 2026

Le Maire rappelle aux membres de l'assemblée, qu'en application de l'article 44 de la loi n°2016- 1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 a introduit de nouvelles dispositions dans la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 en matière de formation professionnelle.

L'article 22 ter de la loi précitée crée, à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé, un compte personnel d'activité (CPA) au bénéfice des agents publics.

Le compte personnel d'activité se compose de deux comptes distincts :

le compte personnel de formation (CPF) ;
le compte d'engagement citoyen (CEC).

Le CPA a pour objectifs, par l'utilisation des droits qui y sont inscrits, de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de l'agent et de faciliter son évolution professionnelle.

Ce dispositif bénéficie à l'ensemble des agents publics, c'est à dire aux fonctionnaires et aux agents contractuels, qu'ils soient recrutés sur des emplois permanents ou non, à temps complet ou non complet, ainsi qu'aux agents momentanément privés d'emploi, sous réserve de la prise en charge des allocations de retour à l'emploi par la collectivité, ou sous réserve, pour l'agent en disponibilité, d'une demande de réintégration.

Le compte personnel de formation mis en œuvre dans ce cadre se substitue au droit individuel à la formation (DIF). Il permet aux agents publics d'acquérir des droits à la formation, au regard du travail accompli, dans la limite de 150 heures, portés à 400 heures pour les agents qui appartient à un cadre d'emplois de catégorie C et qui n'ont pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou titre professionnel enregistré et classé au niveau 3 (niveau BEP ou CAP) du répertoire national des certifications professionnelles.

Les agents publics peuvent accéder à toute action de formation, hormis celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées, ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre, d'un certificat de qualification professionnelle (en particulier s'inscrivant dans un dispositif de certification professionnelle « CLÉA ») ou le développement des compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet d'évolution professionnelle.

Peut être considérée comme répondant à un projet d'évolution professionnelle, toute action de formation qui vise à :

- accéder à de nouvelles responsabilités, par exemple exercer des fonctions managériales (formation au management, etc.) ou encore pour changer de cadre d'emplois ou de grade (préparation aux concours et examens, etc.) ;
- effectuer une mobilité professionnelle (et le cas échéant géographique), par exemple pour changer de domaine de compétences (un agent occupe un poste à



- dominante juridique et souhaite s'orienter vers un poste budgétaire et demande à bénéficier d'une formation en ce sens préalablement au moment de postuler, etc.) ;
- s'inscrire dans une démarche de reconversion professionnelle, y compris dans le secteur privé, par exemple pour la création ou la reprise d'entreprise, etc. Le DIF ne pouvait pas être utilisé à cette fin.

Les agents peuvent donc solliciter leur CPF pour :

- le suivi d'une action de formation visant à l'obtention d'un diplôme, d'un titre ou d'une certification répertoriée sur le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) ou à l'inventaire mentionné à l'article L 335-6 du code de l'éducation nationale ;
- le suivi d'une action inscrite au plan de formation ou dans l'offre de formation d'un employeur public ;
- le suivi d'une action proposée par un organisme ayant souscrit aux obligations de déclarations prévues par le code du travail.

L'agent sollicite l'accord écrit de son employeur sur la nature, le calendrier et le financement de la formation souhaitée, en précisant le projet d'évolution professionnelle qui fonde sa demande.

Lors de l'instruction des demandes de formation au titre du CPF, l'autorité administrative examine les demandes en donnant une priorité aux actions de formation visant à :

- obtenir une certification professionnelle « CléA » *** ;
- prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions ; les droits des personnes concernées peuvent être abondés d'un crédit d'heures supplémentaires dans la limite de 150 heures, en vue de faciliter l'accès aux formations qui leur permettront de réorienter leur parcours professionnel. Dans ce cas de figure, l'agent doit produire un avis du médecin de prévention ou du médecin de travail attestant que son état de santé l'expose, compte tenu de ses conditions de travail, à un risque d'inaptitude à l'exercice de ses fonctions ;
- valider des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ;
- préparer des concours et examens professionnels.

*** Pour rappel, la certification professionnelle « CléA » s'inscrit dans le champ des formations obligatoires. L'accès au certificat « CléA » est de droit, l'employeur ne peut que reporter le bénéfice de cette formation dans la limite d'une année en raison des nécessités de service.

Le compte personnel de formation peut également être mobilisé en articulation avec le congé de formation professionnelle et en complément des congés pour validation des acquis de l'expérience et pour bilan de compétences.

L'employeur prend en charge les frais pédagogiques qui se rattachent à la formation suivie au titre du CPF. Il peut également prendre en charge les frais occasionnés par leurs déplacements. La prise en charge de ces frais peut faire l'objet de plafonds déterminés par une délibération de l'organe délibérant.

Le Maire propose :

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_06-DE
Reçu le 04/09/2026



- ✓ de plafonner la prise en charge des frais pédagogiques, se rattachant à la formation suivie au titre du compte personnel de formation à 500 € par an et par agent dans la limite d'une dépense de 10000 € par année civile pour la collectivité.
- ✓ décide qu'une prise en charge supplémentaire des frais pédagogiques pourra être envisagée, après décision du Conseil municipal en cas de demande de formation destinée à prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions.
- ✓ de ne pas prendre en charge les frais occasionnés par le déplacement des agents lors de ces formations.
- ✓ de valider le formulaire de demande de CPF ci-joint.
- ✓ qu'un délai minimum de 2 mois devra être respecté entre la réception de la demande de CPF par la collectivité et le début de la formation de l'agent.

Et précise que :

- ✓ le financement du coût pédagogique d'une certification « CléA », incombe à l'employeur, sous réserve que l'agent remplisse les conditions préalables au suivi et à la validation de cette certification. Le coût de cette certification est évalué entre 5 000 et 7 000€.

A noter que l'employeur ne peut pas refuser la prise en charge d'une certification « CléA » pour défaut de budget suffisant et ce, quand bien même l'enveloppe prévue pour le financement du CPF serait d'un montant inférieur.

Dans le cas où l'agent ferait une demande de formation hors CPF, après validation du supérieur hiérarchique et sur présentation de justificatifs, l'agent peut être remboursé des frais de formation dans les mêmes limites que mentionnées ci-dessus.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil municipal décide de la mise en œuvre du Compte Personnel de Formation dans les conditions susmentionnées.

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 29

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérécour citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**

S. Riviere





2026_07_06

Affiché et mis en ligne le 4/09/2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)**

Séance du 31 août 2026

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

Délibération n°6 : Modification de la convention pour la mise à disposition de matériels communaux aux agents Délibération 2024-07-01

Vu le Code Général des Collectivités

Vu la délibération 2024-07-01

Monsieur le Maire, propose à l'assemblée :

- De réserver cette possibilité exclusivement aux agents ;
- De maintenir la convention de prêt de matériels et de modifier la liste exhaustive du matériel mis à disposition comme ci dessous
- D'approuver l'application de ce dispositif à compter du 1er octobre 2026

Liste du matériel disponible :

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_06B-DE
Reçu le 04/09/2026



Désignation du matériel	Caractéristique et description du matériel	Consignes d'utilisation	Quantité disponible
Table en bois			
Table en plastique			
Chaise pliante en plastique			
Banc			
Sono portative	Enceinte + micro		
Rallonge électrique			
Véhicule frigorifique		Utilisation uniquement sur le département Conduite obligatoire par l'agent de la collectivité avec un permis valide	
Débroussailleuse			
Camion Plateau		Utilisation Uniquement sur le département Conduite obligatoire par l'agent de la collectivité avec un permis valide	

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 29

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_07_07

Affiché et mis en ligne le... 4/09/2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 31 août 2026**

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

Délibération n°7 : Rétrocession voirie Chemin de l'Abbaye

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la demande des riverains

Vu l'erreur manifeste sur le découpage cadastral

M le Maire propose de valider le nouveau découpage cadastral et de céder ces parcelles aux riverains à l'euro symbolique par acte administratif

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_07-DE
Reçu le 04/09/2026



Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 29

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérécurse citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**



Sébastien Rivière



2026_07_08

Affiché et mis en ligne le... 4.09.2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 31 août 2026**

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

Délibération n°8 : Demande subvention mobilier « halte vélo »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

M le maire propose de valider ce 1er plan de financement et de l'autoriser à entreprendre les démarches pour demander les subventions.



POURSUITE DE L'AMENAGEMENT DE HALTES-VELOS LE LONG DES PISTES CYCLABLES RELIANT LES CENTRES-BOURGS DE LA ROCHEFOUCAULD-EN- ANGOUMOIS ET DE SAINT-PROJET ET LES DESSERVANT

Montant de l'investissement prévisionnel & Plan de financement prévisionnel, en euros HT

Dépenses		Recettes	
Achat de 20 appuis-vélos Devis Navaud & Chauvet	2 276,85	Département	4 000,00
Achat de 3 stations de réparation et gonfleur pour vélos Devis Signalisation 16	4 536,00		
Achat d'1 box à vélo, hors option Devis Signalisation 16	4 354,00	Sous-Total Aides publiques	4 000,00
		Auto-financement	7 166,85
Total	11 166,85	Total	11 166,85

Le conseil municipal valide le principe de ce plan de financement et autorise le Maire à entreprendre les demandes de subventions

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 29

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télerecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**

S. Rivière





2026_07_09

Affiché et mis en ligne le... 4.09.2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)**

Séance du 31 août 2026

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

**Délibération n°9 : Demande subvention chaudière école maternelle
Les Petits Pichotiers**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Monsieur le Maire expose que la commune souhaite intégrer le changement de la chaudière et du système de chauffage de l'Ecole des Petits Pichotiers au Budget 2027.

Afin d'anticiper, Monsieur le Maire souhaite être autorisé à demander les subventions dès maintenant.

Le montant important de l'investissement nécessite en effet la recherche de co-financeurs.



Rénovation énergétique des écoles

REPLACEMENT DU SYSTÈME DE CHAUFFAGE
DE L'ECOLE "LES PETITS PICHOTIERS"

Montant de l'investissement prévisionnel & Plan de financement prévisionnel, en euros HT

Dépenses		Recettes	
Maîtrise d'œuvre (hors phase AVP déjà réalisée)	8 190,00	Fonds Vert	186 616,50
Remplacement du système de chauffage	500 000,00	EDF	10 000,00
Frais annexes et aléas	25 000,00	Sous-Total Aides publiques	196 616,50
		Auto-financement	336 573,50
Total	533 190,00	Total	533 190,00

Le conseil municipal valide le principe de ce plan de financement et autorise le Maire à entreprendre les demandes de subventions

Vote à l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 29

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_07_10

Affiché et mis en ligne le... 410912026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)**

Séance du 31 août 2026

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

Délibération n°10 : Achat d'un ensemble immobilier à St Projet

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le vote du Budget Supplémentaire Délibération 2026-04-08 du 28-05-2026 créant l'opération 217

Monsieur le Maire expose que lors du vote du Budget Supplémentaire, une opération N°217 « Achat Immobilier » a été créée pour un montant de 130 000€.

Il s'agit de valider cet achat, parcelle 344 AH 73 pour un montant de 100 000€ (une maison d'habitation et des garages, sur environ 1600m² de terrain) ainsi que les frais liés à l'acquisition (10 000€)

Le devenir de cet ensemble immobilier fera l'objet d'un travail avec les habitants.

Le conseil Municipal autorise M le Maire à signer tous les documents nécessaires à cette acquisition

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_10-DE
Reçu le 04/09/2026



Vote à l'unanimité
Contre : 0
Abstention : 0
Pour : 29

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





2026_07_11

Affiché et mis en ligne le 4/09/2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)**

Séance du 31 août 2026

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

**Délibération n°11 : Désignation de délégués pour la commission
communale des impôts directs (CCID)**

M le Maire rappelle que la commune doit nommer 32 délégués parmi lesquels 8 seront sélectionnés pour siéger.

Le Maire est membre de droit.

Les élus candidats sont :

M Frédéric Bernard

M Chardat Christophe

M Fersing Jacques

Mme Marquais Cacitti Laëtitia

Mme Triguero Nathalie

Mme Vignaud Nathalie

M le Maire propose de faire un appel à candidatures pour compléter la liste

Le Conseil valide la liste des candidats et le principe de l'appel au public

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_11-DE
Reçu le 04/09/2026



Vote à l'unanimité
Contre : 0
Abstention : 0
Pour : 29

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télerecours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**





Règlement intérieur du conseil municipal

CHAPITRE I : Dispositions obligatoires du règlement intérieur

Article 1 : Consultation des projets de contrat de service public (article L. 2121-12 du CGCT)

Les projets de contrat de service public sont consultables aux heures d'ouverture de la mairie (à préciser), à compter de l'envoi de la convocation et pendant 5 jours précédant la séance du conseil municipal concernée.

La consultation des dossiers, projets de contrats ou de marchés sera possible sur demande écrite adressée au maire, 24 heures avant la date de consultation souhaitée.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale, devra se faire sous couvert du maire ou de l'adjoint en charge du dossier.

Article 2 : Questions orales (article L. 2121-19 du CGCT)

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt communal.

Elles ne donnent lieu à aucun débat, ni vote, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.

Le texte des questions orales est adressé au maire 48 heures ouvrées au moins avant la séance du conseil municipal et fait l'objet d'un accusé de réception.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Article 3 : Expression de la minorité dans le bulletin d'information municipal (article L. 2121-27-1 du CGCT)

Rappel

Titulaires du droit d'expression

- Ce droit appartient à chaque élu (TA Versailles, 25 mai 2004, Chandon, n°0203884)
- Il peut aussi être exercé collectivement par l'intermédiaire d'un groupe à condition toutefois que chacun des conseillers municipaux soit rattaché à un tel groupe (TA Versailles, 27 mai 2004, Lesquen, 0204011) ;
- Bénéficie également de ce droit le conseiller qui n'appartient plus à la majorité municipale en cours de mandat (CAA Versailles, 13 décembre 2007, Bellebeau,



n°06VE00383)

- Ce droit peut aussi bénéficier aux conseillers de la majorité, sous réserve que leur expression n'ait pas pour effet, notamment au regard de son étendue, de faire obstacle à l'expression des élus n'appartenant pas à la majorité (CE, 14 avril 2022, Commune de Thouaré-sur-Loire, n° 448912).

Supports du droit d'expression

L'article L. 2121-27-1 du CGCT vise à la fois les publications sur papier ou sur support numérique, tels que les sites internet et la page Facebook des communes (TA Montreuil, 2 juin 2015, n° 1407830 ; TA Melun, 30 novembre 2017 Lagny-sur-Marne, CAA Lyon, 26 juin 2018, n° 16LY04102). En définitive, ce droit s'applique à toute publication comportant des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal (CAA Versailles, 10 fév. 2021, Commune de Noisy-le-Sec, n° 19VE01833 - CE, 14 avril 2022, Commune de Willems, n° 451097). C'est notamment le cas du site internet d'une commune et de sa page Facebook diffusant également des informations générales sur les réalisations et la gestion de la commune, distinctes de celles publiées au sein du bulletin municipal (TA Lille, 28 sept. 2021, n° 2005711 ; TA Lyon, 16 septembre 2021, n° 2100352).

La mise en ligne sur le site internet du bulletin papier, comprenant déjà la tribune des élus n'appartenant pas à la majorité, suffit à satisfaire cette disposition, sans que la commune ne soit tenue de prévoir un autre espace d'expression sur le site (CAA Nancy, 30 juin 2016, commune de Jarville-la-Malgrange, n° 16NC00169 et 16NC00170).

En revanche, ce droit d'expression de l'opposition n'est pas applicable à la page Twitter de la commune (TA de Cergy-Pontoise, 13 décembre 2018, n°1611384).

La répartition de l'espace d'expression réservé aux conseillers n'appartenant pas à la majorité est de (à préciser).

Les documents destinés à la publication sont remis au maire via *préciser le service/destinataire*, sur support (à préciser : numérique ou autre) à l'adresse (*préciser l'adresse courrier ou courriel le cas échéant*), au plus tard le (à préciser) du mois, à l'exception du mois de (à préciser ou retirer) dans la mesure où le magazine n'est pas édité au mois de (à préciser).

Une fois transmis au directeur de la publication, les textes ne peuvent plus alors être modifiés dans leur contenu par leurs auteurs.

Le directeur de la publication se réserve le droit de modifier un texte qui méconnaîtrait les dispositions de la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 (contenu diffamatoire, outrageant ...) et en informe les auteurs.

Tout texte comportant des risques de troubles à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publiques, ayant un caractère diffamatoire, injurieux ou manifestement outrageant, ou dont le contenu porte atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, de nature à engager la responsabilité pénale du maire, ne sera pas publié.



Article 4 : Débat sur les orientations budgétaires (article L. 2312-1 du CGCT)
Applicable aux communes de 3 500 habitants et plus

Le débat a lieu dans un délai de deux mois avant l'examen du budget, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il ne donne pas lieu à un vote. Il sera acté par une délibération spécifique, annexée au procès-verbal de séance.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement. Son contenu comporte les informations suffisantes sur la préparation du budget communal.

7 jours au moins avant la réunion, les documents sur la situation financière de la commune et les éléments d'analyse ayant servi à la rédaction du rapport (*charges de fonctionnement, niveau d'endettement, caractéristiques des investissements, ratios établis par les services communaux, etc.*) sont à la disposition des membres du conseil. Ces éléments peuvent être consultés sur simple demande auprès du maire.



CHAPITRE II : Réunions du conseil municipal

Article 5 : Périodicité des séances (articles L. 2121-7 et L. 2121-9 CGCT)

Le principe de 8 conseils minimum par an avec au moins un par trimestre a été retenu selon un calendrier fixé au début de chaque trimestre. .

Article 6 : Convocations (articles L. 2121-10, L. 2121-11 et L. 2121-12 du CGCT)

Les conseillers municipaux accusent réception de la convocation adressée par voie dématérialisée.

Article 7 : Ordre du jour (article L.2121-10 du CGCT)

Le maire fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Article 8 : Accès aux dossiers (articles L.2121-13 et L.2121-13-1 du CGCT)

Les conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers uniquement en mairie et aux heures ouvrables, durant les 7 jours précédant la séance.

Article 9 : Questions écrites

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale.

CHAPITRE III : Commissions et comités consultatifs

Article 10 : Commissions municipales (article L. 2121-22 du CGCT)

Article L. 5211-40-1 du CGCT :

Les commissions sont les suivantes :

- Ressources humaines - Finances
- Urbanisme - Travaux
- Affaires scolaires – Enfance et jeunesse
- Vie et participation citoyenne
- Affaires sociales et solidarités
- Communication – Culture – Patrimoine et Tourisme
- Monde associatif – Sport - Cérémonies
- Sécurité – Environnement - Cadre de vie – Commerce et animations

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal.

Chaque conseiller aura la faculté d'assister, en sa qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre, après en avoir informé son président 3 jours au moins avant la réunion.

Une attention particulière sera apportée sur le calendrier afin que deux commissions ne soient pas organisées en même temps.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller (à l'adresse électronique communiquée municipale) 7 jours avant la tenue de la réunion.

Sauf décision contraire du maire, notamment en cas d'urgence, toute affaire soumise au conseil municipal doit être préalablement étudiée par une commission.

Les commissions statuent à la majorité des membres présents.

Elles élaborent un rapport sur les affaires étudiées. Ce rapport est communiqué à l'ensemble des membres du conseil avant la séance concernée.

CHAPITRE IV : Tenue des séances du conseil municipal



Article 11 : Pouvoirs (article L. 2121-20 du CGCT)

Les pouvoirs sont remis, au plus tard, au maire au début de la réunion.

Le pouvoir peut être établi au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller municipal obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 12 : Secrétariat de séance (article L.2121-15 du CGCT)

Le secrétaire de séance, qui est un(e) élu(e), assiste le maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 13 : Accès et tenue du public (article L.2121-18 alinéa 1er du CGCT)

Aucune personne autre que les membres du conseil municipal ou de l'administration municipale ne peut pénétrer dans l'enceinte du conseil sans y avoir été autorisée par le président.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 14 : Enregistrement des débats (article L.2121-18 du CGCT)

Rappel : Protection des données et diffusion sur internet d'une séance du conseil municipal
Les conseils municipaux peuvent être filmés et enregistrés par un conseiller municipal ou un agent communal pour le compte de la commune. La diffusion de la séance du conseil municipal sur internet par les auteurs de l'enregistrement est expressément autorisée par la loi. Celle-ci prévoit en effet que les séances du conseil municipal peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle (article L. 2121-18 du CGCT).

Toutefois, **la diffusion sur internet d'une séance du conseil municipal constitue un traitement de données à caractère personnel**, au sens du RGPD (règlement général sur la protection des données) (cf. CNIL-Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales).



L'accord des conseillers municipaux, qui sont investis d'un mandat électif et s'expriment dans l'exercice de ce mandat, n'est pas requis pour pouvoir procéder à une telle retransmission des séances publiques. **Les élus ne peuvent donc pas s'opposer à être filmés et /ou enregistrés.**

Mais **le droit à l'image du personnel municipal et du public assistant aux séances doit être respecté** (Cour de cassation, Chambre criminelle, 13 avril 2021, 19-87.480, Réponse ministérielle n° 22603 du 20 mai 2021, JO Sénat). Dès lors, la diffusion de l'image de ces personnes présentes dans la salle supposera de s'en tenir à la retransmission de plans larges ne permettant pas d'identifier une personne en particulier (QE n° 14713 du 11 juin 2015, JO Sénat).

Lorsque l'enregistrement et la diffusion sont assurés par la commune, il convient donc d'éviter les gros plans sur les agents municipaux et les membres de l'assistance. En cas de diffusion sur les réseaux sociaux, il est conseillé de ne pas « taguer ». En revanche, les gros plans sur les élus sont autorisés.

Lorsque l'enregistrement des débats génère un trouble au bon ordre des travaux du conseil, le maire peut le faire cesser.

Article 15 : Police de l'assemblée (article L.2121-16 du CGCT)

Il appartient au maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement. Les téléphones portables devront être paramétrés en mode silencieux ou tout autre mode permettant d'assurer la sérénité de la séance ;

CHAPITRE V : Débats et votes des délibérations

Article 16 : Déroulement de la séance (article L. 2121-29 du CGCT)

Rappel

En application de l'article L 2121-14 du CGCT, le maire préside le conseil municipal. Dès lors, il organise le bon déroulé de la séance et peut décider de suspendre ou de clore une réunion, en fonction des circonstances.

Le maire, à l'ouverture de la séance, constate le quorum (qui doit être vérifié de nouveau à l'occasion de l'examen de chaque question), proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus.

Il fait arrêter le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Il peut aussi soumettre au conseil municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une



délibération, elle devra, en tant que telle, être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

Le maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

Le maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du CGCT.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le maire.

Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

Article 17 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le maire (ou à celui qui le remplace pour présider la séance) aux membres du conseil municipal qui la demandent. Aucun membre du conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du maire ou de son remplaçant même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.



Le maire donne la parole aux conseillers et peut la leur retirer si leurs propos excèdent les limites du droit de libre expression. Il s'agit notamment des propos ayant un caractère diffamatoire ou comportant des expressions injurieuses.

Article 18 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance (le maire ou son remplaçant).
Le président peut mettre aux voix toute demande émanant d'un conseiller
Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 19 : Amendements

Les amendements peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil municipal.
Ils doivent être présentés par écrit au maire.

Article 20 : Référendum local (articles L. O 1112-1, 1112-2, 1112-3 du CGCT)

Lorsque le conseil municipal est saisi d'un projet à soumettre à référendum local, il s'engage à l'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance.
A savoir
La procédure de votation citoyenne n'étant pas prévue par les textes, elle ne peut être mise en place par un conseil municipal

Article 21 : Votes (articles L. 2121-20 et L. 2121-21 du CGCT)

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée.
Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Rappel :

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.
Le conseil municipal vote de l'une des trois manières suivantes :
- A main levée,
- Au scrutin public par appel nominal,
- Au scrutin secret.

Le vote du Compte Fiscal Unique présenté annuellement par le maire, doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le Compte Fiscal Unique est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Article 22 : Clôture de toute discussion

Seul le président de séance peut mettre fin aux débats.



CHAPITRE VI : Information du public

Article 23 : Procès-verbaux (article L.2121-2315 du CGCT)

Les séances publiques du conseil municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal.

Chaque procès-verbal est arrêté à la séance suivante par une mise aux voix pour son adoption

Article 24 : Liste des délibérations examinées (article L.2121-25 du CGCT)

La liste des délibérations examinées est tenue à la disposition des conseillers municipaux, de la presse et du public.

CHAPITRE VII : Dispositions diverses

Article 25 : Modification du règlement intérieur

En cours de mandat, le présent règlement peut faire l'objet de modifications par le conseil municipal, à la demande du maire ou sur proposition d'un conseiller municipal.

Article 26 : Application du règlement intérieur

Le présent règlement est adopté par le conseil municipal de La Rochefoucauld-en-Angoumois, le 31 août 2026.

A savoir

Il devra être adopté à chaque renouvellement du conseil municipal dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue de s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement intérieur.

Affiché et mis en ligne le...

4/09/2026

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE de LA ROCHEFOUCAULD-EN-ANGOUMOIS (16110)
Séance du 31 août 2026**

L'an deux mille vingt-six, le trente-et-un août,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sébastien RIVIÈRE, maire de La Rochefoucauld-en-Angoumois.

Nombre de conseillers municipaux en exercice 29

Nombre de conseillers présents : 25

Date de la convocation : 24 août 2026

Présents : BERNARD Frédéric, BIRONNEAU Max-André, BOSSER Yann, CALLEC Gilles, CHARDAT Christophe, COUSSEAU Benoît, DESIRÉE Charlotte, DORE Ornella, DUPORT Nadine, FERSING Jacques, FORESTAS Armelle, JOURDIN Franc, LABLANCHE Michaël, LAURENT Delphine, MARQUAIS-CACITTI Laëtitia, MESNARD Patrick, MOUSSION Gaëtan, PERIOT Marie-Dominique, PEZY Gautier, PINTAUD Éric, RIVIÈRE Sébastien, TALLON Mathieu, TOULOTTE Thomas, TRIGUERO Nathalie, VIGNAUD Nathalie,

Procurations : AUGIER Emilie (pouvoir à MARQUAIS-CACITTI. L), BARDOULAT Sonia (pouvoir à PINTAUD. E), CEAUX Christophe (pouvoir à MOUSSION. G), DAMPERAT Agnès (pouvoir à FORESTAS. A)

Excusés : Néant

A été nommée secrétaire : DESIRÉE Charlotte

Délibération n°12 : Règlement Intérieur du Conseil Municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale

Vu l'obligation de mettre en place un règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent l'installation d'un nouveau conseil municipal

M le Maire propose de valider le règlement suivant

Le Conseil adopte ce nouveau règlement

Voir Annexe

AR Prefecture

016-200083293-20260831-DEL_2026_07_12-DE
Reçu le 04/09/2026



Vote à l'unanimité
Contre : 0
Abstention : 7
Pour : 22

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Téléréours citoyens », accessible par le site : www.telerecours.fr

Pour copie conforme,
En Mairie, le 31 août 2026
Le Maire : **Sébastien RIVIÈRE**

